

**DEPARTEMENT DES LANDES**

**ARRONDISSEMENT DE**

**MONT-DE-MARSAN**

**COMMUNE DE**

**EUGENIE-LES-BAINS**

**Nombre de conseillers élus :**

**11**

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance ordinaire du 29 Septembre 2025 à 20h30**

**Sous la présidence de Monsieur Philippe BRETHERS, Maire**

**Membres présents : Philippe BRETHERS, Céline BRETHERS, Jérôme LASSERENNE, Coralie LUCMORT, Matthieu ROBIN, Mélanie BRETHERS, Mathieu LUSSEAU, Lionel LAFARGUE, Thierry LAMOULERE, Céline DUMARTIN, Julien LUCMORT**

**Secrétaire de séance : Céline BRETHERS**

**Date de convocation : 23 Septembre 2025**

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, approuve le procès-verbal de la séance du 23 juin 2025.**

**DEL-2025-025 : Autorisation donnée à Monsieur le Maire d'engager une procédure de bornage judiciaire**

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Civil, notamment ses dispositions relatives au bornage,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu la plainte déposée en 2019 par Monsieur le Maire concernant le non-respect d'une distance d'implantation d'une construction sur la parcelle B37 contiguë au chemin rural d'Iragon,

Vu les constats réalisés par le géomètre-expert mandaté à l'époque, établissant un procès-verbal de bornage amiable le 8 janvier 2019,

Considérant que Monsieur le propriétaire concerné n'a pas signé le procès-verbal de bornage contradictoire, empêchant ainsi la régularisation amiable,

Considérant que la plainte déposée en 2019 a été classée sans suite par le Parquet en date du 26 janvier 2025,

Considérant la nécessité pour la commune de protéger son domaine public et de garantir le respect des règles d'urbanisme,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Autorise Monsieur le Maire à engager, au nom et pour le compte de la commune, une procédure de bornage judiciaire concernant la parcelle B37 contiguë au chemin rural d'Iragon,

Dit que les frais liés à cette procédure seront inscrits au budget communal,

Charge Monsieur le Maire de signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente décision.

**DEL-2025-026 : Création d'un poste d'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2<sup>ème</sup> CLASSE dans le cadre d'un avancement de grade.**

Au vu des résultats aux épreuves de l'examen professionnel d'adjoint administratif principal 2<sup>ème</sup> classe et afin de tenir compte de l'évolution des postes de travail et des missions assurées, le Maire propose au Conseil Municipal la création d'un emploi **d'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2<sup>ème</sup> CLASSE** pour assurer les missions administratives.

Après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

- **DECIDE** de la création, à compter du **01 Novembre 2025**, d'un emploi permanent à temps complet **d'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2<sup>ème</sup> CLASSE**
- **PRECISE** que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

**Responsabilité des gestionnaires publics**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des dispositions de l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative à la responsabilité financière des gestionnaires publics.

Cette ordonnance a pour objet de clarifier la responsabilité personnelle et pécuniaire des ordonnateurs et comptables publics, et de renforcer la sécurité juridique dans la gestion des deniers publics.

Monsieur le Maire rappelle que cette réforme impacte directement les élus et la secrétaire de mairie, en précisant les conditions dans lesquelles leur responsabilité peut être engagée.

Le Conseil Municipal en prend acte.

**Définition des critères d'attribution des subventions**

Monsieur le Maire indique que la définition et la formalisation des critères d'attribution des subventions sont désormais obligatoires conformément aux directives de l'État.

Une réflexion sera engagée prochainement afin de fixer les critères objectifs de versement et d'élaborer une délibération correspondante.

**Conventions d'utilisation de la salle d'animation**

Monsieur le Maire rappelle la nécessité d'établir des conventions de mise à disposition pour l'utilisation de la salle d'animation communale.

Ces conventions permettront de responsabiliser les utilisateurs et de garantir que chaque structure dispose d'une assurance responsabilité civile couvrant d'éventuels dommages.

Le Conseil Municipal approuve cette démarche.

**Installation d'une jardinière décorative**

Monsieur le Maire présente le projet d'installation d'une jardinière métallique devant la pharmacie Les Sources, sur laquelle figurera l'inscription « Eugénie-les-Bains ».

Ce mobilier urbain, à la fois sobre et élégant, s'inscrit dans la volonté d'embellissement du centre-bourg.

Le Conseil Municipal émet un avis favorable à l'unanimité.

## **Point sur les interventions du SDIS**

Un rapport des interventions du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) sur le territoire communal est présenté.

Le Conseil Municipal en prend connaissance.

## **Recrutement d'un agent des espaces verts**

En prévision du départ d'un agent communal, une annonce a été publiée sur le site emploi-territorial.fr. Les candidatures reçues ne répondant pas aux compétences recherchées, M. le Maire propose d'étudier l'externalisation de certaines tâches (tonte, taille des haies, débroussaillage). Des devis seront sollicités par le responsable de l'équipe technique.

**Monsieur Julien Lucmort** suggère l'organisation d'une journée citoyenne consacrée à l'entretien et au nettoyage de la commune.

Monsieur le Maire indique que, bien que l'idée soit intéressante, la manipulation d'outils (débroussailleuses, taille-haies) pose des problèmes de responsabilité.

Le sujet pourra être réétudié ultérieurement sous une autre forme.

## **Gestion du cimetière communal**

Monsieur le Maire demande au premier adjoint **Lionel LAFARGUE** de faire un point sur les concessions à reprendre et leur transfert dans l'ossuaire communal, mis en place cette année.

## **Passage de la mairie à la fibre**

Monsieur le Maire confie à M. **Lionel LAFARGUE**, premier adjoint, la mission d'étudier les offres disponibles pour le raccordement de la mairie à la fibre optique, afin de retenir la solution la plus adaptée et la plus économique.

## **Recrutement d'un médecin au pôle santé**

Monsieur le Maire fait un point sur le recrutement d'un médecin au sein du pôle santé.

Les démarches se poursuivent, mais l'ARS ne souhaite pas que la communauté de communes salue directement les médecins, ce qui complique le processus.

## **Reprise de la supérette communale**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'aucune candidature sérieuse n'a été reçue pour la reprise de la supérette, actuellement en location-gérance.

Des échanges ont eu lieu avec les groupes CODIS et PROXY, qui confirment qu'une enseigne structurée serait la meilleure solution pour pérenniser l'exploitation.

**M. Jérôme Lasserenne** propose la pose d'une enseigne plus visible sur la rue René Vielle, Monsieur le Maire répond que le bâtiment appartenant à la copropriété Barbe, il conviendra de le soumettre à la copropriété.

**Mme Céline Bretous** suggère la pose de castine ou petits cailloux sur le parking de la supérette ; cette opération relève également de la copropriété.

## **Avis de satisfaction de l'Office de Tourisme**

Monsieur le Maire présente les résultats des avis recueillis par l'Office de Tourisme :

2 342 retours, dont 51 mentionnant la commune. Peu de retours négatifs concernent directement Eugénie-les-Bains.

## Questions diverses

Le devis du spectacle de Noël proposé pour le marché de Noël, d'un montant de 750 € TTC, est validé à l'unanimité.

**Mme Céline Bretous** propose d'engager dès octobre les décorations d'Octobre Rose, avec la participation des élus. Le Conseil Municipal s'organisera afin de mener à bien cette manifestation.

Le Conseil évoque plusieurs points techniques à vérifier :

un radar éclairant extérieur à la salle d'animation est hors service, des problèmes d'éclairage sont signalés dans cette même salle, le volet roulant de la salle de l'Espace curiste ne fonctionne plus.

Ces dysfonctionnements seront confiés à l'agent communal ou à des entreprises spécialisées pour réparation.

**M. Jérôme Lasserenne** propose de faire intervenir une entreprise pour l'entretien des chemins communaux. Monsieur le Maire précise qu'il convient au préalable de réunir la commission Voirie afin d'établir un diagnostic et définir les priorités d'intervention.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23 h 04.

Nom Prénom	Signature
<b>BRETHES Philippe, Maire</b>	
<b>BRETHOUS Céline, secrétaire de séance</b>	